

No. 41898

**France
and
Italy**

**Agreement between the French Republic and the Italian Republic on the readmission
of persons in irregular situations (with annexes and attachments). Chambéry, 3
October 1997**

Entry into force: 1 December 1999, in accordance with article 26

Authentic texts: French and Italian

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 1 October 2005

**France
et
Italie**

**Accord entre la République française et la République italienne relatif à la
réadmission des personnes en situation irrégulière (avec annexes et annexes).
Chambéry, 3 octobre 1997**

Entrée en vigueur : 1er décembre 1999, conformément à l'article 26

Textes authentiques : français et italien

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 1er octobre 2005

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE RELATIF A LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIER

Le Gouvernement de la République Française

Et

Le Gouvernement de la République Italienne

Appelés ci-dessous "les Parties Contractantes",

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes,

Dans le cadre des efforts internationaux pour prévenir la migration irrégulière,

Dans le respect des droits, des obligations et garanties prévus par les législations nationales, des traités et conventions internationales, notamment la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950, auxquels ils sont parties,

Sur une base de réciprocité, Sont convenus de ce qui suit.

I - RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 1er

1 - Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2 - La Partie contractante requérante réadmet, dans les mêmes conditions et sans formalités, la personne éloignée de son territoire conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

Article 2

1 - La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement sur la base de l'Article 1, alinéa 1, est considérée comme établie par les documents ci-après en cours de validité :

- * Pour la République française :
 - certificat de nationalité,
 - décret de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française,
 - passeport,

- carte nationale d'identité.
- * Pour la République italienne :
 - certificat de nationalité,
 - décret de naturalisation,
 - passeport,
 - carte d'identité pour les nationaux italiens.

2 - Pour les deux Parties contractantes, la nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :

- document périmé mentionné à l'alinéa précédent,
- document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé, notamment papiers militaires, livret de marin, etc. ,
 - carte d'immatriculation consulaire ou document d'état-civil,
 - autorisation ou titre de séjour périmé,
 - photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,
 - déclarations de l'intéressé recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante,
 - dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

1 - Lorsque la nationalité est présumée sur la base des éléments mentionnés à l'Article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur-le-champ, après réception de la demande de réadmission, un laissez-passer permettant la réadmission de la personne intéressée.

2 - En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission à l'audition de l'intéressé. Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée possède la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

Article 4

1 - Les renseignements que doit comporter la demande de réadmission et les conditions de sa transmission sont prévus à l'annexe au présent Accord.

2 - Sont à la charge de la Partie contractante requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

Article 5

1 - Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise.

2 - Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

3 - La demande de réadmission doit être transmise dans un délai de trois mois à compter de la constatation par la Partie contractante requérante de la présence irrégulière sur son territoire du ressortissant d'un Etat tiers.

Article 6

L'obligation de réadmission prévue à l'Article 5 n'existe pas à l'égard :

a) des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante ;

b) des ressortissants des Etats tiers qui, après ou avant leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour ;

c) des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante, cette période étant appréciée à la date de la transmission de la demande de réadmission ;

d) des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides ;

e) des ressortissants des Etats tiers auxquels s'applique la Convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes signée à Dublin le 15 juin 1990 ;

f) des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers ;

g) des ressortissants des Etats tiers qui disposent d'un titre de séjour ou d'une autorisation de séjour provisoire en cours de validité délivrés par une autre Partie contractante à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990.

Article 7

Pour l'application de l'Article 5, les Parties contractantes s'efforceront en priorité de reconduire les personnes concernées vers leur pays d'origine.

Article 8

1 - Pour l'application de l'Article 5, alinéa 1, l'entrée ou le séjour des ressortissants des Etats tiers sur le territoire de la Partie contractante requise est établi ou constaté par tout moyen précisé dans l'annexe au présent Accord.

2 - La demande de réadmission doit comporter les éléments prévus à l'annexe du présent accord. Elle est transmise directement aux autorités concernées, dans les conditions précisées dans l'annexe au présent Accord.

3 - Sont à la charge de la Partie contractante requérante les frais de transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise de la personne dont la réadmission est sollicitée.

Article 9

La Partie contractante requérante réadmet, sans formalités, sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues à l'Article 5 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

III. - TRANSIT POUR ELOIGNEMENT OU TRANSIT CONSÉCUTIF A UNE MESURE DE REFUS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE

Article 10

1 - Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit sur son territoire des ressortissants d'Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement ou d'une mesure de refus d'entrée sur son territoire prise par la Partie requérante. Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.

2 - La Partie contractante requérante assume l'entièvre responsabilité de la poursuite du voyage du ressortissant d'un Etat tiers vers son pays de destination et reprend en charge cette personne si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ou la mesure de refus d'entrée sur son territoire ne peut être exécutée.

3 - La Partie contractante qui a pris la mesure d'éloignement ou la mesure de refus d'entrée sur son territoire doit signaler à la Partie contractante requise aux fins de transit,

s'il est nécessaire d'escorter la personne faisant l'objet de ces mesures. La Partie contractante requise aux fins de transit peut :

- soit décider d'assurer elle-même l'escorte, à charge pour la Partie contractante requérante de rembourser les frais correspondants ;
- soit décider d'assurer l'escorte en collaboration avec la Partie contractante qui a pris la mesure en cause ;
- soit autoriser la Partie contractante requérante à assurer elle-même l'escorte sur son territoire.

Dans les deux dernières hypothèses, l'escorte de la Partie contractante requérante est placée sous l'autorité des services compétents de la Partie contractante requise.

Article 11

La demande d'autorisation de transit pour éloignement ou de transit consécutif à une mesure de refus d'entrée sur le territoire prise par la Partie contractante requérante est transmise directement aux autorités concernées, dans les conditions précisées en annexe.

Article 12

1 - Lorsque le transit s'effectue sous escorte policière, les agents d'escorte de la Partie contractante requérante assurent leur mission en civil, sans armes et munis de l'autorisation de transit.

2 - Lorsque le transit s'effectue par voie terrestre, l'escorte de la Partie contractante requérante utilise un véhicule banalisé.

3 - En cas de transit aérien, la garde et l'embarquement de l'étranger sont assurés par l'escorte, avec l'assistance de la Partie contractante requise.

4 - Le cas échéant, la garde et l'embarquement peuvent être assurés par la Partie contractante requise, en accord avec l'escorte.

Article 13

1 - Lorsque l'étranger faisant l'objet d'une mesure d'éloignement ou d'une mesure de refus d'entrée sur le territoire prise par la Partie contractante requérante n'est pas escorté, le transit ne peut être autorisé que par la voie aérienne.

2 - Le transit, la garde et l'embarquement sont assurés par les agents de la Partie contractante requise.

3 - Si l'exécution de la mesure d'éloignement ou de la mesure de refus d'entrée, sur le territoire prise par la Partie contractante requérante ne peut intervenir, dans un délai de vingt-quatre heures à compter de son arrivée à l'aéroport, la Partie contractante requérante reprend l'étranger.

Article 14

En cas de refus d'embarquement de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement ou d'une mesure de refus d'entrée sur le territoire prise par la Partie contractante requérante à l'occasion d'un transit, la Partie contractante requérante peut :

- soit reprendre en charge celle-ci immédiatement, ou, si elle n'était pas escortée, dans un délai maximum de vingt-quatre heures à compter de son arrivée à l'aéroport ;
- soit demander à la Partie contractante requise de procéder à un nouvel embarquement et, dans l'attente, d'assurer la garde de cette personne. La durée de la garde ne peut excéder le temps strictement nécessaire à son départ et, en tout état de cause, vingt-quatre heures à compter de l'arrivée de l'étranger à l'aéroport. Si la Partie contractante requise n'accepte pas cette demande, la Partie contractante requérante est tenue de reprendre sans délai l'étranger dont elle avait sollicité le transit. Le refus d'embarquement dans l'Etat de transit est susceptible, dans l'Etat requérant, des mêmes suites juridiques que celles prévues par la législation de cet Etat lorsque ce refus a lieu sur son propre territoire.

Article 15

Les autorités de l'Etat de transit, lorsqu'elles participent à l'exécution d'une mesure d'éloignement ou d'une mesure de refus d'entrée sur le territoire prise par la Partie contractante requérante, communiquent aux autorités de l'Etat requérant tous les éléments d'information relatifs aux incidents survenus au cours de l'exécution de ces mesures en vue de la mise en oeuvre des suites juridiques prévues par la législation de l'Etat requérant.

Article 16

1 - Les autorités de l'Etat de transit accordent aux agents d'escorte de la Partie contractante requérante, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions dans le cadre du présent Accord, la même protection et assistance qu'aux agents remplissant des fonctions analogues dans leur pays.

2 - Les agents d'escorte de la Partie contractante requérante sont assimilés, dans l'exercice de leurs fonctions, aux agents de l'Etat requis, en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou auteurs. Ils sont soumis aux régimes de responsabilité civile et pénale prévus par la législation de la Partie sur le territoire de laquelle ils interviennent.

Article 17

Les agents d'escorte qui, en application du présent Accord, sont appelés à exercer leurs fonctions sur le territoire de l'Etat de transit doivent être en mesure d'y justifier à tout moment de leur identité, de leur qualité et de la nature de leur mission par la production d'une autorisation de transit délivrée par l'Etat requis.

Article 18

Si un agent d'escorte de la Partie contractante requérante, appelé à exercer ses fonctions sur le territoire de l'Etat de transit, en application du présent Accord, subit un dommage résultant d'un accident survenu en service ou à l'occasion du service, l'administration de la Partie contractante requérante prend en charge le paiement des indemnités dues, sans exercer de recours contre l'Etat de transit.

Article 19

Le transit pour éloignement ou le transit consécutif à une mesure de refus d'entrée sur le territoire prise par la Partie contractante requérante est notamment refusé :

- si l'étranger, dans l'Etat de destination ou dans tout autre Etat où il pourrait être transféré successivement, court le risque de subir des traitements ou des peines inhumaines ou dégradantes ou la peine de mort ou bien si sa vie ou sa liberté peuvent être mises en péril en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

Article 20

Les frais de transport jusqu'à la frontière de l'Etat de destination, ainsi que les frais liés à un éventuel retour, sont à la charge de la Partie contractante requérante.

IV - PROTECTION DES DONNÉES

Article 21

1 - Les données personnelles nécessaires pour l'exécution du présent Accord et communiquées par les Parties contractantes doivent être traitées et protégées compte tenu des législations de protection des données en vigueur dans les Etats des Parties contractantes.

2 - Dans ce cadre,

a) la Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord,

b) chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées,

c) les données personnelles communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution de l'Accord. Les données ne peuvent être retransmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 22

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes coopéreront et se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.
2. Tous les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sont réglés par la voie diplomatique entre les Parties contractantes.

Article 23

L'annexe au présent Accord fixe également :

- les aéroports ainsi que les points de remise terrestres qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;
- les autorités centrales ou locales habilitées à traiter les demandes de réadmission ou de transit;
- les procédures d'indemnisation pour frais de transport.

Article 24

1. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.
2. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 et de la Convention signée à Dublin le 15 juin 1990.
3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 25

1. Chacune des Parties contractantes peut, pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de santé publiques, suspendre l'application du présent Accord, par une notification écrite adressée à l'autre Partie.
2. La suspension prend effet le premier jour du mois suivant la réception de la notification de l'autre Partie contractante.

Article 26

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Ac-

cord qui prendra effet le premier jour du second mois après la réception de la dernière notification.

2. Le présent Accord aura une durée de validité illimitée. Il pourra être ^énoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En Foi de Quoi, les représentants des Parties contractantes, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Chanbry, le 3 octobre 1997 dans les langues française et italienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

Pour le Gouvernement de la République Italienne :

ANNEXE A L'ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE RELATIF A LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

1. Renseignements Devant Figurer Sur la Demande de Réadmission D'un Ressortissant D'une Partie Contractante et Conditions de Transmission

(Article 4 alinéa 1)

1.1 La demande de réadmission d'un ressortissant d'une Partie contractante présentée en vertu des dispositions de l'Article 1er alinéa 1 ou 2 doit comporter notamment les renseignements suivants :

- données relatives à l'identité de la personne concernée,
- éléments relatifs aux documents mentionnés à l'Article 2 de l'Accord permettant l'établissement ou la présomption de la nationalité,
- deux photographies.

1.2 La demande de réadmission est rédigée sur un formulaire conforme au modèle type figurant en pièce jointe n° 1 à la présente annexe. Toutes les rubriques y figurant doivent être renseignées, au besoin par la mention " Sans objet ".

1.3 Elle est transmise directement aux autorités définies aux points 6.1.1 et 6.1.2 de la présente annexe, notamment par télécopie ou télex.

1.4 La Partie contractante requise répond à la demande dans les plus brefs délais, au plus tard dans les quarante-huit heures qui suivent la réception de la demande. Ce délai est prolongé de trois jours, dans le cas prévu à l'Article 3 alinéa 2.

1.5 La personne faisant l'objet de la demande de réadmission remise qu'après réception de l'acceptation de la Partie contractante requise.

2. Renseignements Devant Figurer Sur la Demande de Réadmission D'un Ressortissant D'Etat Tiers et Conditions de Transmission

(Article 8 alinéa 2)

2.1 La demande de réadmission d'un ressortissant d'Etat tiers présentée en vertu des dispositions de l'Article 5 alinéa 1 ou 2, ou de l'Article 9 doit comporter notamment les renseignements suivants :

- données relatives à l'identité et à la nationalité de la personne concernée,
- éléments relatifs aux documents mentionnés à l'Article 5 alinéa 2 de l'Accord ainsi qu'au point 3 de la présente annexe permettant l'établissement ou la constatation de l'entrée ou du séjour de la personne concernée sur le territoire de la Partie requise,
- deux photographies.

2.2 La demande de réadmission est rédigée sur un formulaire conforme au modèle type figurant en pièce jointe n° 2 à la présente annexe. Toutes les rubriques y figurant doivent être renseignées, au besoin par la mention " Sans objet ".

2.3 Elle est transmise directement aux autorités définies aux points 6.1.1 et 6.1.2 de la présente annexe, notamment par télécopie ou télex.

2.4 La Partie contractante requise répond à la demande dans les plus brefs délais, au plus tard dans les quarante-huit heures qui suivent la réception de la demande.

2.5 La personne faisant l'objet de la demande de réadmission n'est remise qu'après réception de l'acceptation de la Partie contractante requise.

3. Moyens Permettant la Constatation de L'entrée Ou du Séjour du Ressortissant D'État Tiers Sur Le Territoire de La Partie Contractante Requise

(Article 8 alinéa 1)

3.1 L'entrée ou le séjour d'un ressortissant d'un Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise est établi sur la base d'un des éléments de preuve suivants :

- cachets d'entrée ou de sortie ou autres indications éventuelles portées sur les documents de voyage ou d'identité authentiques, falsifiés ou contrefaçons ;
- titre de séjour ou autorisation de séjour périmés depuis moins de deux ans ;
- visa périmé depuis moins de six mois ;
- titre de transport nominatif permettant d'établir l'entrée de la personne concernée sur le territoire de la Partie contractante requise ou le territoire de la Partie contractante requérante en provenance de la Partie contractante requise ;
- cachet d'un Etat tiers limitrophe d'une des deux Parties, en tenant compte de l'itinéraire utilisé par la personne concernée ainsi que de la date de franchissement de la frontière ;

3.2 L'entrée ou le séjour effectifs d'un ressortissant d'un Etat tiers sur le territoire de la Partie contractante requise peut être constaté notamment sur la base de l'un ou plusieurs des indices indiqués ci après, à évaluer au cas par cas par la Partie contractante requise :

- document délivré par les autorités compétentes de la Partie contractante requise indiquant l'identité de la personne concernée, en particulier permis de conduire, livret de marin, permis de port d'arme, carte d'identification délivrée par l'administration des postes, etc. ;
- document d'état civil ;
- titre de séjour ou autorisation de séjour périmés depuis plus de deux ans ;
- photocopie de l'un des documents précédemment énumérés ;
- titre de transport ;
- factures d'hôtels ;
- moyens de transport utilisés par la personne concernée, immatriculés sur le territoire de la Partie contractante requise ;
- carte d'accès à des institutions publiques ou privées ;
- carte de rendez-vous chez un médecin ou un dentiste, etc. ;
- détention par la personne concernée d'un bordereau de change ;
- déclarations d'agents des services officiels ;
- déclarations non contradictoires et suffisamment détaillées de la personne concernée, comportant des faits objectivement vérifiables ;
- dépositions de témoins attestant l'entrée ou le séjour sur le territoire de la Partie contractante requise, consignées dans un procès-verbal rédigé par les autorités compétentes ;

- données vérifiables attestant que la personne intéressée a eu recours aux services d'une agence de voyages ou d'un passeur.

4. Conditions de Transmission D'une Demande de Transit Pour Éloignement Ou de Transit Consécutif a Une Mesure de Refus D'entrée Sur Le Territoire Prise Par la Partie Contractante Requérante

(Article 11)

4.1 La demande de transit pour éloignement, ou de transit consécutif à une mesure de refus d'entrée sur le territoire prise par la Partie contractante requérante, présentée en vertu des dispositions de l'Article 10 de l'Accord, doit comporter notamment les renseignements suivants :

- données relatives à l'identité et à la nationalité de la personne intéressée,
- nature de la mesure d'éloignement dont elle fait l'objet,
- document de voyage dont elle est titulaire,
- date de voyage, moyen de transport, heure et lieu d'arrivée sur le territoire de la Partie contractante requise, heure de départ du territoire de la Partie contractante requise, pays et lieu de destination,
- données relatives aux fonctionnaires d'escorte (identité, qualité, titre de voyage détenue).

4.2 La demande de transit est rédigée sur un formulaire conforme au modèle type figurant en pièce jointe n° 3 à la présente annexe. Toutes les rubriques y figurant doivent être renseignées, au besoin par la mention " Sans objet ".

4.3 Elle est transmise, quarante-huit heures au moins avant le transit, par télécopie ou télex, aux autorités compétentes des Parties contractantes définies au point 6.2 de la présente annexe.

4.4 La Partie contractante requise répond à la demande dans les plus brefs délais, si possible dans les vingt-quatre heures.

5. Aéroport et Points de Remise Terrestres Où Pourront Etre Utilisés Pour la Réadmission et L'entrée En Transit Des Etrangers

(Article 23)

5.1 Sur le territoire français

5.1.1 Aéroports:

- Paris-Charles-de-Gaulle,
- Lyon-Satolas,
- Toulouse-Blagnac,
- Marseille-Provence,
- Nice-Côte d'Azur,

5.1.2 Voie routière :

- tunnel du Mont-Blanc,
- Modane (tunnel du Fréjus),

- col de Montgenèvre (Clavière),
- col de Larche (col de la Madeleine),
- Menton-Pont Saint-Louis (autoroute de Vintimille),

5.1.3 Voie ferroviaire :

- structure binationale de Modane-gare ;

5.2 Sur le territoire italien

5.2.1 Aéroports:

- Turin-Caselle,
- Milan-Linate,
- Milan-Malpensa,
- Rome-Fiumicino,

5.2.2 Voie routière :

- tunnel du Mont-Blanc,
- Bardonèche (tunnel du Fréjus),
- Clavière (col de Montgenèvre),
- col de la Madeleine (col de Larche),
- Autoroute de Vintimille (Menton-Pont Saint-Louis),

5.2.3 Voie ferroviaire :

- structure binationale de Vintimille-gare.

6. Autorités Centrales Ou Locales Habilitées A Traiter Les Demandes de Réadmission Ou de Transit

(Article 23)

6.1 Autorités habilitées à traiter les demandes de réadmission

6.1.1 Pour la République française :

6.1.1.1 D'une manière générale

Les services locaux de la Direction Centrale du Contrôle de l'Immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins (DICCILEC) de la Direction Générale de la Police Nationale du Ministère de l'Intérieur compétents pour les structures binationales de Modane-gare et Vintimille-gare,

6.1.1.2 D'une manière p particulière

Notamment en raison de leur proximité géographique avec le lieu d'interpellation de la personne à réadmettre et selon des modalités qui seront définies directement entre les autorités des Parties contractantes compétentes en matière de contrôle transfrontière, les services locaux de la Direction Centrale du Contrôle de l'Immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins compétents pour les points de remise situés sur le territoire français énumérés aux points 5.1.2 et 5.1.3 de la présente annexe,

6.1.2 Pour la République italienne :

6.1.2.1 D'une manière générale

Les services locaux de la Direction Centrale de la Police des Frontières du Ministère de l'Intérieur compétents pour les structures binationales de Modane-gare et de Vintimille-gare.

6.1.2.2 D'une manière particulière

Notamment en raison de leur proximité géographique avec le lieu d'interpellation de la personne à réadmettre et selon des modalités qui seront définies directement entre les autorités des Parties contractantes compétentes en matière de contrôle transfrontière, les services locaux de la police d'Etat compétents pour les points de remise situés sur le territoire italien énumérés aux points 5.2.2. et 5.2.3. de la présente annexe.

6.2 Autorités habilitées à traiter les demandes de transit

6.2.1 Pour la République française :

La Direction Centrale du Contrôle de immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins ;

6.2.2 Pour la République italienne :

La Direction Centrale de la Police des Frontières ;

6.3 Autorités habilitées à traiter les difficultés juridiques

6.3.1 Pour la République française :

La Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques (DLPAJ) du Ministère de l'Intérieur, en liaison avec la Direction Centrale du Contrôle de immigration et de la Lutte contre l'Emploi des Clandestins (DICCILEC) ;

6.3.2 Pour la République italienne :

La Direction Centrale des Affaires Générales, Service Juridique, du Ministère de l'Intérieur, en liaison avec la Direction Centrale de la Police des Frontières.

7. Procédures D'indemnisation Pour Frais De Transport

(Article 23)

7.1 Les remboursements de tous les frais relatifs à l'exécution des dispositions prévues par l'Accord avancés par la Partie contractante requise alors qu'ils sont à la charge de la Partie contractante requérante sont réglés dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture.

7.2 Tout en assurant la sécurité nécessaire et suffisante, les Parties contractantes s'efforcent d'exécuter le transit sous escorte de la manière la plus rationnelle et la plus économique.

8. Langues de Communication

Les autorités compétentes des Parties contractantes utilisent la langue officielle de leur Etat pour l'exécution de l'Accord et de sa présente annexe.

9. Modification de L'annexe

Chaque Partie contractante informe, par la voie diplomatique, l'autre Partie contractante de toute modification qui peut intervenir dans la désignation des points de remise ou de transit.

Les formulaires figurant en pièces jointes 1 à 3 peuvent être modifiés par échange de notes.

PIECE JOINTE N°1

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE
RELATIF A LA READMISSION
DES PERSONNES EN SITUATION IRREGULIERE

DEMANDE DE READMISSION
D'UN RESSORTISSANT D'UNE PARTIE
CONTRACTANTE

DATE DE LA DEMANDE : HEURE :

SERVICE DEMANDEUR

Tel : Fax :

SERVICE DESTINATAIRE

Tel : Fax :

A - IDENTITE DE LA PERSONNE FAISANT L'OBJET DE LA
READMISSION

NOM	.....	PRENOM	.....
ALIAS	.....		.....
DATE DE NAISSANCE	.....	LIEU DE NAISSANCE	.....
NATIONALITE	.....	DOSSIER N°	.....

B - MOYENS PERMETTANT D'ESTABLIR OU DE PRESUMER LA
NATIONALITE

1 ^o DOCUMENTS PERMETTANT D'ESTABLIR LA NATIONALITE (1)	.....
2 ^o ELEMENTS PERMETTANT DE PRESUMER LA NATIONALITE (1)	.....

C - SEJOUR SUR LE TERRITOIRE DE LA PARTIE REQUERANTE

DATE D'ENTREE	..... DUREE DU SEJOUR
DATE ET LIEU D'INTERPELLATION	.....
CONDITION DU SEJOUR séjour irrégulier - délivrance d'une autorisation de séjour	...............
MESURE D'ELOIGNEMENT	.....

D - MODALITES PROPOSEES DE LA READMISSION

DATE DE REMISE	.....
	HEURE DE REMISE
LIEU DE REMISE	.....
MODE DE TRANSPORT ET EVENTUELLEMENT N° DU TRAIN OU N° DU VOL	...............

E - ANNEXES

NOMBRE DE PIECES
-------------------------	-------

F - ACCUSE RECEPTION DE LA DEMANDE

DATE	.....
	HEURE
DECISION PRISE	ACCORD <input type="checkbox"/> REFUS <input type="checkbox"/>
NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE	SIGNATURE

**G - MODALITES DE READMISSION :
NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE**

H - OBSERVATIONS :

En cas de refus : en préciser le motif en annexe :

PIECE JOINTE N°2

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE
RELATIF A LA READMISSION
DES PERSONNES EN SITUATION IRREGULIERE

DEMANDE DE READMISSION
D'UN RESSORTISSANT D'UN ETAT TIERS

DATE DE LA DEMANDE :

HEURE :

SERVICE DEMANDEUR

Tel :

Fax :

SERVICE DESTINATAIRE

Tel :

Fax :

A - IDENTITE DE LA PERSONNE FAISANT L'OBJET DE LA
READMISSION

NOM	.....	PRENOM	.....
ALIAS	.....		.....
DATE DE NAISSANCE	.....	LIEU DE NAISSANCE	.....
NATIONALITE	.....	DOSSIER N°	.....

B - DOCUMENTS ET VISAS

1 ^o DOCUMENTS (1) (de voyage, d'identité, de nationalité, de séjour)	.....
2 ^o VISAS (1) (date de délivrance, validité, etc...)	.....
3 ^o TIMBRES D'ENTREE/SORTIE (1)	.....

C - SEJOUR SUR LE TERRITOIRE DE LA PARTIE REQUERANTE

DATE D'ENTREE	.....	DUREE DU SEJOUR
DATE ET LIEU D'INTERPELLATION	.....
ITINERAIRE DU VOYAGE	.....
OBSERVATIONS SUR LES CONDITIONS DE SEJOUR	.....

**D - ELEMENTS CONCERNANT LE SEJOUR SUR LE TERRITOIRE
DE LA PARTIE REQUISE**

E - MODALITES PROPOSEES DE LA READMISSION

DATE DE REMISE	.....	HEURE DE REMISE
LIEU DE REMISE	.....
MODE DE TRANSPORT ET EVENTUELLEMENT N° DU TRAIN OU N° DU VOL	.....

F - ANNEXES

NOMBRE DE PIECES
-------------------------	-------

G - ACCUSE RECEPTION DE LA DEMANDE

DATE	.....	HEURE
DECISION PRISE	ACCORD <input type="checkbox"/>	REFUS <input type="checkbox"/>
NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE	SIGNATURE	

**H - MODALITES DE READMISSION :
NOM ET GRADE DU FONCTIONNAIRE**

I - OBSERVATIONS :

PIECE JOINTE N°

ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE
RELATIF A LA READMISSION
DES PERSONNES EN SITUATION IRREGULIERE

DEMANDE D'AUTORISATION DE TRANSIT POUR
L'ELOIGNEMENT D'UN OU DE PLUSIEURS
ETRANGERS

AUTORITE REQUERANTE

TEL :

FAX :

Demande n°

/97 DATE :

MODALITE DU TRANSIT

AVION

CHEMIN DE FER

ROUTE

DATE, HEURE ET LIEU D'ARRIVEE SUR LE TERRITOIRE D'
PAYS DE TRANSIT

Le :

à :

Aéroport :

N° du vol

Cie aérienne :

Gare :

N° du train :

Poste frontière :

N° du véhicule :

Type de véhicule

DATE, HEURE ET LIEU DE DEPART DU PAYS DE TRANSIT

Le :

à :

Aéroport :

N° du vol

Cie aérienne :

Port :

Nom du bateau

Cie maritime :

DESTINATION FINALE :

DEMANDE D'AUTORISATION DE TRANSIT N°

/97

ESCORTE **OUI** **NON**
(obligatoire si le transit s'effectue par voie terrestre)

COMPOSITION DE L'ESCORTE :

Nom	Prénom	Qualité	Document de voyage
-----	--------	---------	--------------------

OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES EVENTUELLES

DECISION DE LA PARTIE REQUISE			
Accord de transit sur le territoire de la partie requise	OUI	<input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Escorte assurée en totalité par la partie requise	OUI	<input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Escorte assurée en totalité par la partie requérante	OUI	<input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>
Escorte mixte	OUI	<input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/>

Autorité signataire

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

**ACCORDO TRA LA REPUBBLICA FRANCESE
E LA REPUBBLICA ITALIANA
SULLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE
IN SITUAZIONE IRREGOLARE**

**IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE
E
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA**

Qui di seguito denominati “ le Parti Contraenti”,

Nell’intento di sviluppare la cooperazione tra le due Parti Contraenti,

Nel quadro delle azioni internazionali per prevenire l’immigrazione irregolare,

Nel rispetto dei diritti, degli obblighi e delle garanzie previsti dalle legislazioni nazionali, dei trattati e delle convenzioni internazionali, in particolare la Convenzione Europea sulla tutela dei Diritti dell’Uomo e delle Libertà Fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950, dei quali sono parte,

Su una base di reciprocità,

Hanno convenuto quanto segue.

**1 - RIAMMISSIONE DEI CITTADINI DELLE PARTI CONTRAENTI
ARTICOLO 1**

1- Ciascuna delle Parti Contraenti riammette nel proprio territorio, su richiesta dell’altra Parte Contraente e senza formalità, qualsiasi persona che non soddisfa o non soddisfa più le condizioni di ingresso o di soggiorno vigenti nel territorio della Parte Contraente richiedente, qualora sia accertato o presunto che detta persona sia cittadino della Parte Contraente richiesta.

2- La Parte Contraente richiedente riammette alle stesse condizioni e senza formalità una persona allontanata dal proprio territorio in conformità al comma 1, su richiesta dell’altra Parte Contraente, qualora da ulteriori accertamenti risulti che essa, al momento dell’uscita dal territorio della Parte Contraente richiedente, non possedeva la cittadinanza della Parte contraente richiesta.

ARTICOLO 2

1- La cittadinanza della persona oggetto di un provvedimento di allontanamento in base all'articolo 1, comma 1, è considerata accertata con i documenti qui di seguito elencati in corso di validità:

* Per la Repubblica francese:

- certificato di cittadinanza,
- decreto di naturalizzazione o di reintegrazione nella cittadinanza francese,
- passaporto,
- carta nazionale d'identità.

* Per la Repubblica italiana:

- certificato di cittadinanza,
- decreto di naturalizzazione,
- passaporto,
- carta d'identità per i cittadini italiani.

2- La cittadinanza, per le due Parti Contraenti, è da ritenersi presunta sulla base di uno degli elementi qui di seguito elencati:

- documento scaduto figurante nell'elenco di cui al comma precedente,
- documento rilasciato dalle autorità ufficiali della Parte richiesta, facente stato dell'identità dell'interessato, in particolare documenti militari, libretto di navigazione, ecc.,
- documento di registrazione consolare o documento di stato civile,
- permesso o titolo di soggiorno scaduto,
- fotocopia di uno dei documenti sopra elencati,
- dichiarazioni dell'interessato acquisite dalle autorità amministrative o giudiziarie della Parte richiedente,
- deposizioni verbalizzate di testimoni affidabili.

ARTICOLO 3

1- Qualora la cittadinanza sia presunta sulla base degli elementi di cui all'articolo 2, comma 2, le autorità consolari della Parte Contraente richiesta rilasciano seduta stante, dopo aver ricevuto la richiesta di riammissione, un lasciapassare che consente la riammissione dell'interessato.

2- Qualora sussistano dubbi in merito agli elementi sui quali si fonda la presunzione della cittadinanza, o in mancanza di detti elementi, le autorità consolari della Parte Contraente richiesta procedono, entro i tre giorni successivi alla richiesta di riammissione, all'audizione dell'interessato.

Qualora, a seguito dell'audizione, si stabilisca che la persona interessata è in possesso della cittadinanza della Parte Contraente richiesta, l'autorità consolare provvede all'immediato rilascio del lasciapassare.

ARTICOLO 4

1- I dati che deve contenere la richiesta di riammissione e le condizioni per la sua trasmissione sono indicati nell'Annesso al presente Accordo.

2- Le spese di trasporto sino alla frontiera della Parte contraente richiesta delle persone di cui viene richiesta la riammissione sono a carico della Parte contraente richiedente.

II - RIAMMISSIONE DEI CITTADINI DI PAESI TERZI

ARTICOLO 5

1- Ciascuna delle Parti Contraenti riammette nel proprio territorio, su richiesta dell'altra Parte Contraente e senza formalità, il cittadino di uno Stato terzo che non soddisfa o non soddisfa più le condizioni d'ingresso e di soggiorno applicabili nel territorio della Parte Contraente richiedente, qualora venga accertato che il cittadino è entrato nel territorio di detta Parte dopo aver soggiornato o dopo essere transitato attraverso il territorio della Parte Contraente richiesta.

2- Ciascuna delle Parti Contraenti riammette nel proprio territorio, su richiesta dell'altra Parte Contraente e senza formalità, il cittadino di un Paese terzo che non soddisfa o non soddisfa più le condizioni d'ingresso o di soggiorno vigenti nel territorio della Parte contraente richiedente, qualora detto cittadino sia in possesso di un visto o di un permesso di soggiorno di qualsiasi natura rilasciato dalla Parte Contraente richiesta e in corso di validità.

3- La richiesta di riammissione deve essere trasmessa entro un termine di tre mesi a decorrere dalla constatazione, da parte della Parte Contraente richiedente, della presenza irregolare sul proprio territorio del cittadino di uno Stato terzo.

ARTICOLO 6

L'obbligo di riammissione di cui all'articolo 5 non sussiste per:

a) i cittadini di Stati terzi aventi una frontiera comune con la Parte Contraente richiedente;

**ANNESSO
ALL'ACCORDO TRA LA REPUBBLICA FRANCESE
E LA REPUBBLICA ITALIANA
RELATIVO ALLA RIAMMISSIONE DELLE PERSONE
IN SITUAZIONE IRREGOLARE**

**1. INFORMAZIONI DA RIPORTARE SULLA RICHIESTA DI
RIAMMISSIONE DI UN CITTADINO DI UNA PARTE
CONTRAENTE E MODALITA' DI RIAMMISSIONE
(articolo 4, comma 1)**

1.1 La richiesta di riammissione di un cittadino di una Parte Contraente presentata in base alle disposizioni dell'articolo 1, comma 1 o 2 deve contenere in particolare le seguenti informazioni:

- dati relativi all'identità della persona interessata,
- elementi relativi ai documenti di cui all'articolo 2 dell'Accordo che consentono di accertare o di presumere la cittadinanza,
- due fotografie.

1.2 La richiesta di riammissione deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'allegato n. 1 al presente annesso. Tale modulo dovrà essere compilato in ogni sua parte, all'occorrenza con l'annotazione "non pertinente".

1.3 La richiesta deve essere trasmessa direttamente alle autorità di cui ai punti 6.1.1 e 6.1.2 del presente annesso tramite fax o telex.

1.4 La Parte Contraente richiesta risponde senza indugio o comunque entro 48 ore a decorrere dal ricevimento della richiesta. Nel caso previsto all'articolo 3, comma 2, tale termine è prorogato di tre giorni.

1.5 La persona oggetto della richiesta di riammissione viene consegnata soltanto dopo il ricevimento dell'accettazione della Parte Contraente richiesta.

**2. INFORMAZIONI DA RIPORTARE SULLA RICHIESTA
DI RIAMMISSIONE DI UN CITTADINO DI UNO STATO TERZO
E MODALITA' DI TRASMISSIONE**
(articolo 8, comma 2)

2.1 La richiesta di riammissione di un cittadino di uno Stato terzo presentata in base alle disposizioni dell'articolo 5, comma 1 o 2, o dell'articolo 9 deve contenere in particolare le seguenti informazioni:

- dati relativi all'identità e alla cittadinanza della persona interessata,
- elementi relativi ai documenti, citati all'articolo 5 comma 2 dell'Accordo nonché al punto 3 del presente annesso, che consentano di stabilire o di constatare l'ingresso o il soggiorno della persona interessata nel territorio della Parte Contraente richiesta,
- due fotografie.

2.2 La richiesta di riammissione deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'allegato n.2 al presente annesso. Tale modulo dovrà essere compilato in ogni sua parte, all'occorrenza con l'annotazione "non pertinente".

2.3 La richiesta deve essere trasmessa direttamente alle autorità di cui ai punti 6.1.1 e 6.1.2 del presente annesso tramite fax o telex.

2.4 La Parte Contraente richiesta risponde senza indugio e comunque entro 48 ore a decorrere dal ricevimento della richiesta.

2.5 La persona oggetto della richiesta di riammissione viene consegnata soltanto dopo il ricevimento dell'accettazione della Parte Contraente richiesta.

**3. ELEMENTI CHE CONSENTONO DI CONSTATARE
L'INGRESSO O IL SOGGIORNO DEL CITTADINO DELLO
STATO TERZO NEL TERRITORIO DELLA PARTE
CONTRAENTE RICHIESTA.**

(art. 8, comma 1)

3.1 L'ingresso o il soggiorno di un cittadino di uno Stato terzo nel territorio della Parte Contraente richiesta viene accertato sulla base di uno dei seguenti elementi di prova:

- timbro di ingresso o di uscita o altre eventuali indicazioni riportate sui documenti di viaggio o di identità autentici, falsificati o contraffatti,
- titoli di soggiorno o di permesso di soggiorno scaduti da meno di due anni,
- visto scaduto da meno di 6 mesi,
- titolo di trasporto nominativo che consente di stabilire l'ingresso della persona interessata nel territorio della Parte Contraente richiesta o nel territorio della Parte Contraente richiedente con provenienza dalla Parte Contraente richiesta,
- timbro di uno Stato terzo confinante con una delle due Parti, considerando l'itinerario seguito dalla persona interessata nonché la data dell'attraversamento della frontiera.

3.2 L'ingresso o il soggiorno effettivi di un cittadino di uno Stato terzo nel territorio della Parte Contraente richiesta può essere constatato, in particolare, sulla base di uno o più degli indizi indicati qui di seguito da valutarsi caso per caso dalla Parte Contraente richiesta:

- documento rilasciato dalle autorità competenti della Parte Contraente richiesta indicante l'identità della persona interessata, in particolare patente di guida, libretto di navigazione, porto d'armi, tessera postale, ecc.;
- documento di stato civile;
- titolo di soggiorno o permesso di soggiorno scaduti da più di due anni;

- fotocopia di uno dei documenti di cui sopra;
- titolo di trasporto;
- conti d'albergo;
- mezzi di trasporto utilizzati dalla persona interessata, immatricolati nel territorio della Parte Contraente richiesta;
- carte di accesso ad istituzioni pubbliche o private;
- biglietto di appuntamento da un medico o un dentista, ecc;
- possesso di una ricevuta relativa ad operazioni di cambio effettuate dalla persona interessata;
- dichiarazioni rese da pubblici ufficiali;
- dichiarazioni non contraddittorie e sufficientemente dettagliate della persona interessata indicanti fatti oggettivamente verificabili;
- dichiarazioni testimoniali comprovanti l'ingresso o il soggiorno nel territorio della Parte Contraente richiesta, sulla base di un verbale redatto dalle autorità competenti;
- dati verificabili comprovanti che la persona interessata si è servita di un'agenzia di viaggi o di un passatore.

4. MODALITA' DI TRASMISSIONE DI UNA RICHIESTA DI TRANSITO PER ALLONTANAMENTO O DI TRANSITO CONSEGUENTE AD UN PROVVEDIMENTO DI RIFIUTO D'INGRESSO NEL TERRITORIO ADOTTATO DALLA PARTE CONTRAENTE RICHIEDENTE

(articolo 11)

4.1 La richiesta di transito per allontanamento o di transito conseguente ad un provvedimento di rifiuto di ingresso nel territorio adottato dalla Parte Contraente richiedente, presentata conformemente alle disposizioni di cui all'art.10 dell'Accordo, deve contenere, in particolare le seguenti informazioni:

- dati relativi all'identità e alla cittadinanza della persona interessata;
- natura del provvedimento di allontanamento di cui è oggetto,
- documento di viaggio di cui è titolare;
- data del viaggio, mezzo di trasporto, ora e luogo di arrivo nel territorio della Parte Contraente richiesta, ora di partenza dal territorio della Parte Contraente richiesta, Paese e luogo di destinazione;
- dati relativi al personale di scorta (identità, qualifica, titolo di viaggio posseduto):

4.2 La richiesta di transito deve essere redatta su un modulo conforme al modello tipo che costituisce l'allegato n.3 al presente annesso. Tale modulo dovrà essere compilato in ogni sua parte, all'occorrenza con l'annotazione "non pertinente".

4.3 La richiesta deve essere trasmessa, almeno 48 ore prima del transito, alle autorità delle Parti Contraenti di cui al punto 6.2 del presente annesso tramite fax o telex.

4.4 La Parte Contraente richiesta risponde senza indugio e possibilmente entro le 24 ore.

**5. AEROPORTI E PUNTI DI CONSEGNA TERRESTRI CHE POTRANNO ESSERE UTILIZZATI PER LA RIAMMISSIONE E L'INGRESSO IN TRANSITO DEGLI STRANIERI
(articolo 23)**

5.1 Nel territorio francese

5.1.1 Aeroporti:

- Parigi-Charles de Gaulle
- Lione-Satolas,
- Tolosa-Blagnac,

- Marsiglia-Provence

- Nizza - Cote d'Azur

5.1.2 Per via stradale:

- galleria del Monte Bianco,

- Modane (galleria del Frejus),

- valico del Monginevro (Clavière)

- valico di Larche (valico della Maddalena),

- Mentone-Pont Saint-Louis (autostrada di Ventimiglia).

5.1.3 Per via ferroviaria:

- struttura mista della stazione di Modane.

5.2 Nel territorio italiano

5.2.1 Aeroporti:

- Torino - Caselle,

- Milano - Linate,

- Milano - Malpensa,

Roma - Fiumicino.

5.2.2 Per via stradale:

- galleria del Monte Bianco,

- Bardonecchia (galleria del Frejus),

- Clavière (valico del Monginevro),

- valico della Maddalena (valico di Larche),

- autostrada di Ventimiglia (Mentone - Pont Saint-Louis).

5.2.3 Per via ferroviaria:

- struttura mista della stazione di Ventimiglia.

6. AUTORITA' CENTRALI O LOCALI ABILITATE ALLA TRATTAZIONE DELLE RICHIESTE DI RIAMMISSIONE O DI TRANSITO (articolo 23)

6.1 Autorita' abilitate alla trattazione delle richieste di riammissione

6.1.1 Per la Repubblica francese:

6.1.1.1 In modo generale

Gli uffici locali della Direzione Centrale per il Controllo dell'Immigrazione e la Lotta contro l'Impiego dei Clandestini (DICCILEC) della Direzione Generale della Polizia Nazionale del Ministero dell'Interno, competenti per le strutture miste delle stazioni di Modane e di Ventimiglia.

6.1.1.2 In modo specifico

In considerazione, in particolare, della vicinanza geografica al luogo in cui e' stato effettuato il fermo della persona da riammettere e conformemente alle modalita' che verranno definite direttamente dalle autorita' delle Parti Contraenti competenti in materia di controllo transfrontaliero, gli uffici locali della Direzione Centrale per il Controllo dell'Immigrazione e la Lotta contro l'Impiego dei Clandestini, aventi competenza sui punti di consegna situati in territorio francese elencati ai punti 5.1.2 e 5.1.3 del presente allegato.

6.1.2 Per la Repubblica italiana:

6.1.2.1 In modo generale

Gli uffici locali della Direzione Centrale della Polizia di Frontiera del Ministero dell'Interno aventi competenza sulle strutture miste delle stazioni di Modane e di Ventimiglia.

6.1.2.2 In modo specifico

Data, soprattutto, la vicinanza geografica con il luogo in cui e' stato effettuato il fermo della persona da riammettere e conformemente alle modalita' che verranno definite direttamente dalle autorita' delle Parti Contraenti competenti in materia di controllo transfrontaliero, gli Uffici locali della Polizia di Stato aventi competenza sui punti di consegna situati in territorio italiano elencati ai punti 5.2.2 e 5.2.3 del presente annesso.

6.2 Autorita' abilitate alla trattazione delle richieste di transito

6.2.1. Per la Repubblica francese:

La Direzione Centrale per il Controllo dell'Immigrazione e la Lotta contro l'Impiego dei Clandestini;

6.2.2 Per la Repubblica italiana:

La Direzione Centrale della Polizia di Frontiera;

6.3 Autorita' competenti per i problemi di carattere giuridico

6.3.1 Per la Repubblica francese:

La Direzione delle Libertà Pubbliche e degli Affari Giuridici (DLPAJ) del Ministero dell'Interno, unitamente alla Direzione Centrale per il Controllo dell'Immigrazione e la Lotta contro l'Impiego dei Clandestini (DICCILEC);

6.3.2 Per la Repubblica Italiana:

La Direzione Centrale per gli Affari Generali, Ufficio Studi e Legislazione del Ministero dell'Interno, unitamente alla Direzione Centrale della Polizia di Frontiera.

7. PROCEDURE D'INDENNIZZO PER LE SPESE DI TRASPORTO (articolo 23)

7.1 Il rimborso di tutte le spese relative all'esecuzione delle disposizioni previste dall'Accordo, anticipate dalla Parte Contraente richiesta e spettanti alla Parte Contraente richiedente, viene corrisposto entro trenta giorni a decorrere dal ricevimento della fattura.

7.2 Le Parti Contraenti si impegnano a dare esecuzione al transito sotto scorta nel modo piu' razionale ed economico possibile, pur garantendo il necessario ed adeguato livello di sicurezza.

8. LINGUE DI COMUNICAZIONI

Le autorita' competenti delle Parti Contraenti utilizzano, ai fini dell'attuazione dell'Accordo e del presente annesso la lingua ufficiale del rispettivo Paese.

9. MODIFICA DELL'ANNESSO

Ciascuna delle Parti Contraenti informa, per via diplomatica, l'altra Parte Contraente in merito ad ogni modifica che possa intervenire nell'individuazione dei punti di consegna o di transito.

I moduli di cui agli annessi da 1 a 3 potranno essere modificati mediante scambio di note.

ALLEGATO NR. 1

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE E
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA SULLA
RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN SITUAZIONE IRREGOLARE

RICHIESTA DI RIAMMISSIONE
DI UN CITTADINO DI UNA PARTE CONTRAENTE

DATA DELLA RICHIESTA: _____ ORA: _____

UFFICIO RICHIEDENTE. _____

Tel.: _____ Fax.: _____

UFFICIO RICHIESTO. _____

Tel.: _____ Fax.: _____

**A. IDENTITA' DELLA PERSONA DI CUI SI RICHIEDA LA
RIAMMISSIONE**

COGNOME: _____ NOME: _____

ALIAS

DATA DI NASCITA

NAZIONALITA'

LUOGO DI NASCITA

PRATICA NR.

**B. ELEMENTI CHE CONSENTONO DI ACCERTARE O DI
PRESUMERE LA CITTADINANZA**

1° DOCUMENTI CHE CONSENTONO DI
ACCERTARE LA CITTADINANZA (1)

2° ELEMENTI CHE CONSENTONO DI
PRESUMERE LA CITTADINANZA (1)

C. SOGGIORNO NEL TERRITORIO DELLA PARTE RICHIEDENTE

DATA D'INGRESSO

DURATA DEL SOGGIORNO

DATA E LUOGO
DEL FERMO

CONDIZIONI DI SOGGIORNO
Soggiorno irregolare - rilascio di
un permesso di soggiorno

PROVVEDIMENTO DI ALLONTANAMENTO

D - MODALITA' DI RIAMMISSIONE PROPOSTE

DATA DELLA CONSEGNA

ORA DELLA CONSEGNA

LUOGO DELLA CONSEGNA

MEZZO DI TRASPORTO ED
EVENTUALE NUMERO DEL
TRENO O DEL VOLO

E - ALLEGATI

NUMERO DEGLI ALLEGATI

F. COMUNICAZIONE DELL'AVVENUTA RICEZIONE DELLA RICHIESTA

DATA

ORA

DECISIONE ADOTTATA AUTORIZZAZIONE RIFIUTO

FIRMA

**NOME E GRADO
DEL FUNZIONARIO**

**G - MODALITA' DI RIAMMISSIONE.
NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO**

H - OSSERVAZIONI

In caso di rifiuto precisarne il motivo in allegato

(1) Allegare le copie di questi documenti

ALLEGATO NR. 2

**ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE E
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA SULLA
RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN POSIZIONE IRREGOLARE**

**RICHIESTA DI RIAMMISSIONE
DI UN CITTADINO DI UNO STATO TERZO**

DATA DELLA RICHIESTA **ORA:**

UFFICIO RICHIEDENTE
Tel.: Fax:

UFFICIO RICHIESTO
Tel.: Fax:

**A - IDENTITA' DELLA PERSONA DI CUI SI RICHIEDE LA
RIAMMISSIONE**

COGNOME **NOME**

ALIAS

DATA DI NASCITA
NAZIONALITA'

LUOGO DI NASCITA
PRATICA NR.

B - DOCUMENTI E VISTI

1° DOCUMENTI (1)
(di viaggio, d'identità,
di cittadinanza, di soggiorno)

2° VISTI (1)
(data di rilascio, validità ecc.)

3° TIMBRI D'INGRESSO / D'USCITA (1)

4° ALTRI DOCUMENTI (1)

C - SOGGIORNO NEL TERRITORIO DELLA PARTE RICHIEDENTE

DATA D'INGRESSO

DURATA DEL SOGGIORNO

DATA E LUOGO
DEL FERMO

ITINERARIO DI VIAGGIO

OSSERVAZIONI IN MERITO ALLE
CONDIZIONI DI SOGGIORNO

D - ELEMENTI RELATIVI AL SOGGIORNO NEL TERRITORIO DELLA PARTE RICHIESTA

(1) Allegare le copie di questi documenti

E - MODALITA' DI RIAMMISSIONE PROPOSTE

DATA DELLA CONSEGNA

ORÀ DELLA CONSEGNA

LUOGO DELLA CONSEGNA

MEZZO DI TRASPORTO ED
EVENTUALE NUMERO DEL
TRENO O DEL VOLO

F - ALLEGATI

| NUMERO DEGLI ALLEGATI

**G - COMUNICAZIONE DELL'AVVENUTA RICEZIONE DELLA
RICHIEDA**

DATA

ORA

DECISIONE ADOTTATA
RIFIUTO

AUTORIZZAZIONE

NOME E GRADO
DEL FUNZIONARIO

FIRMA

H - MODALITA' DI RIAMMISSIONE
NOME E GRADO DEL FUNZIONARIO

I OSSERVAZIONI

In caso di rifiuto precisarne il motivo in allegato

ALLEGATO No. 3

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE E
IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA SULLA
RIAMMISSIONE DELLE PERSONE IN SITUAZIONE IRREGOLARE

RICHIESTA DELL'AUTORIZZAZIONE AL TRANSITO PER
L'ALLONTANAMENTO DI UNO O PIU' CITTADINI STRANIERI

AUTORITA' RICHIEDENTE

TEL. FAX.

Richiesta nr: /97 DATA:

MODALITA' DI TRANSITO

AEREO FERROVIARIO STRADALE

DATA, ORA E LUOGO D'ARRIVO NEL TERRITORIO DEL PAESE DI TRANSITO

Il	Alle	
Aeroporto	Nr. del volo:	Compagnia aerea
Stazione ferroviaria	Nr. del treno	
Valico di frontiera	Targa del veicolo	Tipo del veicolo

DATA, ORA E LUOGO DI PARTENZA DAL PAESE DI TRANSITO

Il	Alle	
Aeroporto	Nr del volo	Compagnia aerea
Porto	Nome del natante	Compagnia marittima

DESTINAZIONE FINALE

RICHIESTA DI AUTORIZZAZIONE AL TRANSITO NR.

IDENTITA' DELLO/DEGLI STRANIERO/I ALLONTANATO/I

Cognome	Nome	Data e luogo di nascita	Natura del provvedimento	Documento di viaggio
---------	------	----------------------------	-----------------------------	----------------------

SCORTA (Obbligatoria in caso di transito via terra)	SI	NO
--	----	----

COMPOSIZIONE DELLA SCORTA

Cognome	Nome	Qualifica	Documento di viaggio
---------	------	-----------	----------------------

EVENTUALI OSSERVAZIONI COMPLEMENTARI

DECISIONE DELLA PARTE RICHIESTA

Autorizzazione al transito sul territorio della parte richiesta	SI	NO
Scorta fornita in toto dalla parte richiesta	SI	NO
Scorta fornita in toto dalla parte richiedente	SI	NO
Scorta mista	SI	NO

Autorità firmataria

b) i cittadini di Stati terzi ai quali, prima o dopo aver lasciato il territorio della Parte Contraente richiesta oppure successivamente al loro ingresso nel territorio della Parte Contraente richiedente, sia stato concesso da detta Parte un visto o un permesso di soggiorno;

c) i cittadini di Stati terzi che soggiornano da più di sei mesi nel territorio della Parte Contraente richiedente; detto periodo decorre dalla data di trasmissione della richiesta di riammissione;

d) i cittadini di Stati terzi ai quali la Parte Contraente richiedente ha riconosciuto lo status di rifugiato in applicazione della Convenzione di Ginevra del 28 luglio 1951 relativa allo status dei rifugiati, quale emendata dal Protocollo di New York del 31 gennaio 1967, o lo status di apolide in applicazione della Convenzione di New York del 28 settembre 1954 relativa allo status degli apolidi;

e) i cittadini di Stati terzi ai quali si applica la Convenzione relativa alla determinazione dello Stato competente per l'esame di una domanda d'asilo presentata in uno degli Stati membri delle Comunità Europee, firmata a Dublino il 15 giugno 1990;

f) i cittadini di Stati terzi effettivamente allontanati dalla Parte Contraente richiesta verso il loro Stato di origine o verso uno Stato terzo;

g) i cittadini di Stati terzi in possesso di un titolo di soggiorno o di un'autorizzazione temporanea di soggiorno in corso di validità rilasciati da un'altra Parte Contraente della Convenzione di Applicazione dell'Accordo di Schengen del 19 giugno 1990.

ARTICOLO 7

Nell'applicazione dell'articolo 5, le Parti Contraenti cercheranno in via prioritaria di inviare le persone interessate verso il loro Paese d'origine.

ARTICOLO 8

1- Ai fini dell'applicazione dell'articolo 5, comma 1, l'ingresso o il soggiorno dei cittadini di Stati terzi nel territorio della Parte Contraente richiesta sono accertati o constatati mediante gli elementi indicati nell'annesso al presente Accordo.

2- La domanda di riammissione deve contenere gli elementi previsti dall'annesso al presente Accordo. Essa viene trasmessa direttamente alle autorità interessate, nel rispetto delle condizioni di cui all'annesso al presente Accordo.

3- Le spese di trasporto sino alla frontiera della Parte Contraente richiesta della persona di cui è sollecitata la riammissione sono a carico della Parte richiedente.

ARTICOLO 9

La Parte Contraente richiedente riammette, senza formalità, nel proprio territorio le persone nei riguardi delle quali, dopo verifiche successive alla loro riammissione da parte della Parte Contraente richiesta, risultano non soddisfatte le condizioni previste all'articolo 5 al momento della loro uscita dal territorio della Parte Contraente richiedente.

III -TRANSITO PER ALLONTANAMENTO O TRANSITO CONSEGUENTE AD UN PROVVEDIMENTO DI RIFIUTO D'INGRESSO NEL TERRITORIO

ARTICOLO 10

1- Ciascuna delle Parti Contraenti autorizza, su richiesta dell'altra Parte, l'ingresso ed il transito sul proprio territorio dei cittadini di Stati terzi oggetto di un provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel territorio, adottato dalla Parte richiedente. Il transito può effettuarsi per via terrestre o aerea.

2- La Parte Contraente richiedente si assume per intero la responsabilità del proseguimento del viaggio del cittadino di uno Stato terzo verso il suo Paese di destinazione e riprende in carico la persona in questione qualora, per una qualsiasi ragione, non possa essere data esecuzione al provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel proprio territorio.

3- La Parte Contraente che ha adottato il provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel proprio territorio è tenuta a segnalare alla Parte Contraente richiesta, ai fini del transito, l'eventuale necessità di scortare la persona destinataria di detti provvedimenti. La Parte Contraente richiesta, ai fini del transito, può:

- sia decidere di provvedere essa stessa alla scorta, restando a carico della Parte contraente il rimborso dei relativi oneri;

- sia decidere di provvedere alla scorta in collaborazione con la Parte Contraente che ha adottato il provvedimento in questione;

- sia autorizzare la Parte Contraente richiedente a provvedere essa stessa alla scorta sul suo territorio.

Negli ultimi due casi, chi effettuerà la scorta della Parte Contraente richiedente è posto sotto l'autorità dei servizi competenti della Parte Contraente richiesta.

ARTICOLO 11

La richiesta di autorizzazione di transito per allontanamento o per provvedimenti di rifiuto di ingresso nel territorio adottati dalla Parte Contraente richiedente, viene trasmessa direttamente alle autorità competenti, alle condizioni precise in annesso.

ARTICOLO 12

1- Quando il transito è effettuato con scorta di polizia, gli agenti di scorta della Parte Contraente richiedente svolgono il servizio in borghese, senza armi e muniti dell'autorizzazione in transito.

2- Quando il transito è effettuato per via terrestre, la scorta della Parte Contraente richiedente utilizza un veicolo non munito di segni distintivi.

3- In caso di transito per via aerea, la sorveglianza e l'imbarco dello straniero sono garantiti dal personale di scorta, con l'assistenza della Parte Contraente richiesta.

4- La sorveglianza e l'imbarco possono all'occorrenza essere assicurati dalla Parte Contraente richiesta, di concerto con il personale di scorta.

ARTICOLO 13

1- Nel caso in cui lo straniero allontanato mediante provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel territorio adottato dalla Parte Contraente richiedente non venga scortato, il transito può essere autorizzato unicamente per via aerea.

2- Il transito, la sorveglianza e l'imbarco vengono assicurati dagli agenti della Parte Contraente richiesta.

3- Qualora l'esecuzione del provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel territorio, adottato dalla Parte Contraente richiedente, non possa intervenire entro un termine di 24 ore a decorrere dall'arrivo in aeroporto la Parte Contraente richiedente deve riprendere lo straniero.

ARTICOLO 14

In caso di rifiuto d'imbarco della persona oggetto di un provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel territorio adottato dalla Parte Contraente richiedente, nel corso di un transito, la Parte Contraente richiedente può:

- sia riprendere in carico la persona in questione immediatamente o, qualora non sia scortata, entro un termine massimo di 24 ore a decorrere dall'arrivo in aeroporto,
- sia domandare alla Parte Contraente richiedente di procedere ad un nuovo imbarco e di assicurare, nel frattempo, la sorveglianza della persona. La sorveglianza non può protrarsi oltre il tempo strettamente necessario alla partenza e, in ogni caso, per più di 24 ore a decorrere dall'arrivo dello straniero in aeroporto. Qualora la Parte Contraente richiedente non aderisca all'istanza, la Parte Contraente richiedente è tenuta a riprendere immediatamente in carico lo straniero di cui aveva richiesto il transito. Il rifiuto d'imbarco nello Stato di transito comporta nello Stato richiedente, le stesse conseguenze giuridiche previste dalla legislazione di quest'ultimo qualora detto rifiuto venga opposto nel suo territorio.

ARTICOLO 15

Le autorità dello Stato di transito, allorche' concorrono nell'esecuzione di un provvedimento di allontanamento o di rifiuto d'ingresso nel territorio, adottato dalla Parte Contraente richiedente, comunicano alle autorità dello Stato richiedente tutte le informazioni relative ad incidenti verificatisi nel corso dell'esecuzione di detti provvedimenti, ai fini dell'attuazione delle conseguenze giuridiche previste dalla legislazione dello Stato richiedente.

ARTICOLO 16

- 1- Le autorità dello Stato di transito accordano agli agenti di scorta della Parte Contraente richiedente, nel corso dell'esercizio delle loro funzioni nell'ambito del presente Accordo, la stessa tutela ed assistenza garantite agli agenti che svolgono compiti analoghi nel loro Paese.

2- Gli agenti di scorta della Parte Contraente richiedente sono equiparati, nell'esercizio delle loro funzioni, agli agenti dello Stato richiesto, per quanto attiene gli illeciti di cui potrebbero essere autori o vittime. Gli agenti sono soggetti al regime di responsabilità civile e penale previsto dalla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio essi operano.

ARTICOLO 17

Gli agenti di scorta che, in applicazione del presente Accordo, sono chiamati ad esercitare le loro funzioni sul territorio dello Stato di transito debbono essere in grado di provare in qualsiasi momento la loro identità, la loro qualifica e la natura del loro incarico esibendo un'autorizzazione al transito rilasciata dallo Stato richiesto.

ARTICOLO 18

Qualora un agente di scorta della Parte Contraente richiedente, chiamato ad esercitare le sue funzioni sul territorio dello Stato di transito, in applicazione del presente Accordo, subisca un danno derivante da un incidente verificatosi in servizio o in occasione del servizio, l'Amministrazione della Parte Contraente richiedente si assume l'onere degli indennizzi dovuti, senza esercitare alcuna rivalsa nei confronti dello Stato di transito.

ARTICOLO 19

Il transito per allontanamento o conseguente ad un provvedimento di rifiuto d'ingresso nel territorio, adottato dalla Parte Contraente richiedente, è, in particolare, rifiutato:

- se lo straniero, nello Stato di destinazione o in qualsiasi altro Stato ove potrebbe essere trasferito successivamente, corre il rischio di subire trattamenti o pene disumane e degradanti o la pena di morte, oppure se la sua vita o la sua libertà possono essere messe in pericolo a causa della sua razza, della sua religione, della sua nazionalità, della sua appartenenza ad un determinato gruppo sociale o a causa delle sue opinioni politiche;

- se lo straniero corre il rischio nello Stato di destinazione di essere imputato o condannato in un procedimento penale per fatti anteriori al transito.

ARTICOLO 20

Gli oneri del trasporto fino alla frontiera dello Stato di destinazione, nonché gli oneri derivanti da un eventuale rientro, sono a carico della Parte Contraente richiedente.

IV - PROTEZIONE DEI DATI

ARTICOLO 21

1. I dati personali necessari all'esecuzione del presente Accordo e comunicati dalle Parti Contraenti debbono essere trattati e protetti in conformità alle legislazioni sulla protezione dei dati vigenti in ciascuna delle Parti Contraenti.

2. In tale contesto,

- a) la Parte Contraente richiesta utilizza i dati comunicati unicamente ai fini previsti dal presente Accordo;
- b) ciascuna Parte Contraente informa, su richiesta, l'altra Parte Contraente in merito all'utilizzo dei dati comunicati;
- c) i dati personali comunicati possono essere trattati unicamente dalle autorità competenti per l'esecuzione dell'Accordo. I dati possono essere ritrasmessi ad altre persone unicamente previa autorizzazione scritta della Parte Contraente che li aveva comunicati.

V - DISPOSIZIONI GENERALI E FINALI

ARTICOLO 22

1. Le autorità competenti delle Parti Contraenti coopereranno e si consulteranno per quanto necessario al fine di verificare l'applicazione del presente Accordo.

2. Le controversie che potranno sorgere dall'interpretazione o dall'applicazione del presente Accordo verranno risolte per via diplomatica tra le Parti Contraenti.

ARTICOLO 23

L'annesso al presente Accordo stabilisce altresì:

- gli aeroporti e i punti di consegna terrestri che potranno essere utilizzati per la riammissione e l'entrata in transito degli stranieri;
- le autorità centrali o locali preposte alla trattazione delle richieste di riammissione o di transito;
- le procedure per il rimborso delle spese di trasporto.

ARTICOLO 24

1- Le disposizioni del presente Accordo non pregiudicano gli obblighi d'ammissione o di riammissione dei cittadini stranieri derivanti, alle Parti Contraenti, da altri accordi internazionali.

2- Le disposizioni del presente Accordo non ostacolano l'applicazione delle disposizioni della Convenzione di Ginevra del 28 luglio 1951 relativa allo status dei rifugiati, quale emendata dal Protocollo di New York del 31 gennaio 1967, e della Convenzione di Dublino del 15 giugno 1990.

3- Le disposizioni del presente Accordo non ostacolano l'applicazione delle disposizioni degli accordi sottoscritti dalle Parti Contraenti in materia di tutela dei Diritti dell'Uomo.

ARTICOLO 25

1- Ciascuna delle Parti Contraenti, per ragioni di ordine pubblico, di sicurezza nazionale o di salute pubblica, può sospendere l'applicazione del presente Accordo mediante notifica scritta all'altra Parte.

2- La sospensione ha effetto il primo giorno del mese successivo al ricevimento della notifica da parte dell'altra Parte Contraente.

ARTICOLO 26

1. Ciascuna delle Parti Contraenti notifica all'altra l'avvenuto espletamento delle procedure costituzionali necessarie per l'entrata in vigore del presente Accordo che entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo al ricevimento dell'ultima notifica.

2- Il presente Accordo ha una validità illimitata. Potrà essere denunciato, per via diplomatica, con un preavviso di tre mesi.

IN FEDE DI CHE, i rappresentanti delle Parti Contraenti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno sottoscritto il presente Accordo.

FATTO ail.....199.....in lingua francese e italiana, i due testi facenti ugualmente fede.

**PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA FRANCESE**

**PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA ITALIANA**

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE ITALIAN
REPUBLIC ON THE READMISSION OF PERSONS IN IRREGULAR
SITUATIONS

Hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to develop cooperation between the two Contracting Parties,

In the context of international efforts to prevent illegal immigration,

In observance of the rights, obligations and guarantees provided for in their national legislation and of the international treaties and conventions to which they are parties, in particular the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms signed at Rome on 4 November 1950,

On the basis of reciprocity,

Have agreed as follows:

I - Readmission of nationals of the contracting parties

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit, at the request of the other Contracting Party and without formalities, persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry or residence in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is proved or presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, under the same conditions, at the request of the other Contracting Party and without formalities, readmit persons expelled from its territory in accordance with paragraph 1, if subsequent checks reveal that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

Article 2

1. The nationality of a person subject to an expulsion order in accordance with article 1, paragraph 1, shall be deemed to be proved by means of any of the following valid documents:

In the case of the French Republic:

Nationality papers;

A naturalization order or an order reinstating French nationality;

A passport;

A national identity card.

In the case of the Italian Republic:

Nationality papers;

A naturalization order;

A passport;

An identity card for Italian nationals.

2. In the case of both Contracting Parties, a presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:

Any document referred to in the preceding paragraph which has expired;

A document issued by the official authorities of the requested Party attesting to the identity of the person concerned, in particular military papers, a seaman's book, or the like;

A consular registration card or a document from register office records;

An expired residence authorization or permit;

Photocopies of any of the above documents;

Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Party;

Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 3

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall, after receiving the readmission request, immediately issue a laissez-passer for the readmission of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the readmission request, be heard by the consular authorities of the requested Contracting Party.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer.

Article 4

1. The information that must be included in the readmission request and the conditions for its transmission are specified in the annex to this Agreement.

2. The costs of transporting persons whose readmission is sought shall be borne by the requesting Contracting Party as far as the border of the requested Party.

II - Readmission of third-country nationals

Article 5

1. Each Contracting Party shall readmit at the request of the other and without formalities third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry or residence in the territory of the requesting Contracting Party, provided that it is es-

tablished that they entered the territory of that Party after having transited through or stayed in the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit at the request of the other and without formalities third-country nationals who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry or residence in the territory of the requesting Contracting Party if they are in possession of a valid visa or a valid residence permit of any type issued by the requested Contracting Party.

3. The readmission request shall be transmitted within three months of the date on which the requesting Contracting Party ascertains that the third-country national is residing without authorization in its territory.

Article 6

The readmission obligation pursuant to article 5 shall not apply in respect of:

- (a) Nationals of a third country which has a common border with the requesting Contracting Party;
- (b) Third-country nationals who, before or after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party were issued a visa or residence permit by the requesting Party;
- (c) Third-country nationals who have been residing in the territory of the requesting Contracting Party for a period over six months, calculated as from the date on which the readmission request was transmitted;
- (d) Third-country nationals whom the requesting Contracting Party has recognized as having either refugee status under the Convention relating to the Status of Refugees signed at Geneva on 28 July 1951 as amended by the Protocol relating to the Status of Refugees signed at New York on 31 January 1967, or stateless-person status under the Convention relating to the Status of Stateless Persons signed at New York on 24 September 1954;
- (e) Third-country nationals who are covered by the Convention determining the State responsible for examining applications for asylum lodged in one of the Member States of the European Communities signed at Dublin on 15 June 1990;
- (f) Third-country nationals who have actually been expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State;
- (g) Third-country nationals with a valid temporary residence permit or authorization issued by another contracting party to the Convention Implementing the Schengen Agreement of 19 June 1990.

Article 7

For the purposes of article 5, the Contracting Parties shall make every effort to give priority to deporting the persons in question to their country of origin.

Article 8

1. For the purposes of article 5, paragraph 1, the entry or stay of third-country nationals in the territory of the requested Contracting Party shall be proved or ascertained by the means specified in the annex to this Agreement.

2. The readmission request shall include the information stipulated in the annex to this Agreement. It shall be transmitted directly to the authorities concerned under the conditions stipulated in the annex to this Agreement.

3. The costs of transporting persons whose readmission is sought shall be borne by the requesting Contracting Party as far as the border of the requested Party.

Article 9

The requesting Contracting Party shall readmit without formalities persons who, after checks subsequent to their readmission by the requested Contracting Party, are revealed not to have fulfilled the conditions stipulated in article 5 when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

III - Transit for the purpose of expulsion or transit subsequent to a decision to refuse entry

Article 10

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order or a decision to refuse entry by the requesting Party to enter into and transit through its territory. Transit may be by land or by air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the third-country national to his or her country of destination and shall take charge of such person again if, for any reason, the expulsion order or refusal of entry cannot be enforced.

3. The Contracting Party which issued the expulsion order or the refusal of entry shall inform the requested Contracting Party, for the purposes of transit, whether the person subject to that measure must be escorted. The requested Contracting Party, for the purposes of transit, may:

Either decide to provide the escort itself, in which case the requesting Contracting Party shall reimburse it for the costs incurred;

Or decide to provide the escort in collaboration with the Contracting Party which took the measure in question;

Or authorize the requesting Contracting Party itself to provide the escort in its territory.

In the latter two cases, the escort of the requesting Contracting Party shall be placed under the authority of the competent services of the requested Contracting Party.

Article 11

1. Requests to authorize transit for expulsion or transit subsequent to a refusal of entry by the requesting Contracting Party shall be transmitted directly to the authorities concerned under the conditions specified in the annex.

Article 12

1. Where the person in transit is travelling under police escort, the escorting officers of the requesting Contracting Party shall carry out their mission dressed in plain clothes, unarmed and carrying the transit authorization.
2. Where transit is by land, the escort of the requesting Contracting Party shall use an unmarked vehicle.
3. In the case of transit by air, the foreign national shall be guarded and taken on board by the escort, with the assistance of the requested Contracting Party.
4. Where appropriate, the foreign national may be guarded and taken on board by the requested Contracting Party, by agreement with the escort.

Article 13

1. Where the foreign national subject to an expulsion order or a refusal of entry by the requesting Contracting Party is not escorted, only air transit may be authorized.
2. Transit, surveillance and boarding shall be dealt with by officers of the requested Contracting Party.
3. If the expulsion order or refusal of entry by the requesting Contracting Party cannot be executed within twenty-four hours starting from the time of arrival at the airport, the requesting Contracting Party shall take charge of the foreign national again.

Article 14

Should the person subject to an expulsion order or a refusal of entry by the requesting Contracting Party refuse to board the aircraft during transit, the requesting Contracting Party may:

Either take charge of such person again immediately or, if the person is not escorted, within no more than twenty-four hours starting from the time of arrival at the airport;

Or ask the requested Contracting Party to repeat the boarding operation and in the meantime keep that person under guard. The period under guard shall not exceed the time strictly necessary for the person's departure, and in any event twenty-four hours starting from the foreign national's arrival at the airport. If the requested Contracting Party does not accept this request, the requesting Contracting Party shall immediately take charge again of the foreign national whose transit it had requested. The refusal to board in the transit State shall be subject, in the requesting State, to the same legal procedures as those provided for by the laws of the requesting State when such refusal occurs in its own territory.

Article 15

The authorities of the transit State shall, when participating in the execution of an expulsion order or a refusal of entry by the requesting Contracting Party, fully inform the authorities of the requesting State concerning any incidents that have occurred during the execution of that measure so that the legal procedures provided for by the legislation of the requesting State may be put into effect.

Article 16

1. The authorities of the transit State shall extend to the escorting officers of the requesting Contracting Party while they perform their functions within the framework of this Agreement the same protection and assistance as they extend to the corresponding officers of their own country.

2. The escorting officers of the requesting Contracting Party shall, in the performance of their functions, be treated in the same way as officers of the requested State with regard to offences of which they might be victims or perpetrators. They shall be subject to the system of civil and criminal liability provided for in the legislation of the Party in whose territory they are operating.

Article 17

The escorting officers who, pursuant to this Agreement, are called upon to perform their functions in the territory of the transit State must be able, at any time, to provide proof of their identity, their status and the nature of their mission by producing the transit authorization issued by the requested State.

Article 18

If an escorting officer of the requesting Contracting Party on mission in the territory of the transit State pursuant to this Agreement is injured as a result of an accident while on duty or in the course of the mission, the administration of the requesting Contracting Party shall be liable for the payment of the compensation due, without lodging a claim against the transit State.

Article 19

Transit for the purpose of expulsion or transit subsequent to a refusal of entry by the requesting Contracting Party shall, in particular, be refused:

If, in the State of destination or in any other State where they might be subsequently transferred, the foreign nationals run the risk of suffering inhuman or degrading treatment or punishment or the death penalty, or if their lives or liberty may be endangered on account of their race, religion, nationality, membership in a particular social group or political opinions;

If the foreign nationals run the risk of being accused or convicted in a criminal court in the State of destination of acts committed prior to the transit.

Article 20

Transport costs as far as the border of the State of destination and any costs arising from return transport shall be borne by the requesting Contracting Party.

IV - Data protection

Article 21

1. The personal data required for the implementation of this Agreement and supplied by the Contracting Parties shall be handled and protected in accordance with the data protection laws in force in the Contracting States.

2. Accordingly,

(a) The requested Contracting Party shall use the data supplied only for the purposes for which this Agreement has been concluded;

(b) Each Contracting Party shall inform the other Party, upon request, about its use of the data supplied;

(c) The personal data supplied shall be handled only by the authorities designated to implement the Agreement. Such data may be sent on to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

V - General and final provisions

Article 22

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall cooperate and consult with each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

2. Any dispute concerning the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled through the diplomatic channel between the Contracting Parties.

Article 23

The annex to this Agreement shall also designate:

The airports and land border posts which may be used for the readmission or entry in transit of foreign nationals;

The central or local authorities competent to deal with readmission and transit requests;

The procedures for reimbursement of transport costs.

Article 24

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall not prevent the implementation of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 as amended by the New York Protocol on the Status of Refugees of 31 January 1967, or of the Dublin Convention of 15 June 1990.

3. The provisions of this Agreement shall not prevent the implementation of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Contracting Parties.

Article 25

1. Either Contracting Party may, for reasons of public order, security or public health, suspend this Agreement, by giving notification in writing to the other Party.

2. The suspension shall become effective on the first day of the month following the receipt of the notification from the other Contracting Party.

Article 26

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the last such notice.

2. This Agreement is concluded for an indefinite period. It may be terminated with an advance notice of three months through the diplomatic channel.

In witness whereof, the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized for this purpose, have affixed below their signatures to this Agreement.

Done at Chambéry on 3 October 1997 in the French and Italian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

For the Government of the Italian Republic:

ANNEX TO THE AGREEMENT BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE
ITALIAN REPUBLIC ON THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITH-
OUT AUTHORIZATION

1. Information to be included in the request to readmit nationals of a contracting party and the conditions for its transmission

(article 4, paragraph 1)

1.1 The request to readmit nationals of a Contracting Party pursuant to article 1, paragraphs 1 or 2, shall include the following information:

Data regarding the identity of the person concerned;

Supporting evidence for the documents referred to in article 2 of the Agreement which prove or establish the presumption of nationality;

Two photographs.

1.2 The readmission request shall be drawn up on a form which follows the model provided in attachment no. 1 to this annex. All entries on the form must be completed, if necessary with the words "not applicable".

1.3 The request shall be transmitted directly by fax or telex to the authorities designated in sections 6.1.1 and 6.1.2 of this annex.

1.4 The requested Contracting Party shall reply to the request as soon as possible but no later than forty-eight hours following receipt of the request. This deadline shall be extended by three days in the case provided for in article 3, paragraph 2.

1.5 The person whose readmission is requested shall be handed over only after receipt of the acceptance of the requested Contracting Party.

2. Information to be included in the request to readmit a third-country national and the conditions for its transmission

(article 8, paragraph 2)

2.1 The request to readmit a third-country national pursuant to the provisions of article 5, paragraphs 1 or 2, or article 9 shall include the following information:

Data regarding the identity and nationality of the person concerned;

Supporting evidence for the documents referred to in article 5, paragraph 2, of the Agreement and in section 3 of this annex which establish or attest to the entry or stay of the person concerned in the territory of the requested Party;

Two photographs.

2.2 The readmission request shall be drawn up on a form which follows the model provided in attachment no. 2 to this annex. All entries on the form must be completed, if necessary with the words "not applicable".

2.3 The request shall be transmitted directly by the fax or telex to the authorities designated in sections 6.1.1 and 6.1.2 of this annex.

2.4 The requested Contracting Party shall reply to the request as soon as possible but no later than forty-eight hours following receipt of the request.

2.5 The person whose readmission is requested shall be handed over only after receipt of the acceptance of the requested Contracting Party.

3. Means of establishing the entry or stay of a third-country national in the territory of the requested contracting party

(article 8, paragraph 1)

3.1 The entry or stay of a third-country national in the territory of the requested Contracting Party shall be established on the basis of the following evidence:

Entry or exit stamps or any other notations on authentic, false or forged travel or identity documents;

A residence permit or authorization which expired less than two years earlier;

A visa which expired less than six months earlier;

A ticket stub bearing the person's name which establishes that the person concerned entered the territory of the requested Contracting Party or the territory of the requesting Contracting Party from that of the requested Contracting Party;

The stamp of a third State adjacent to one of the two Parties, taking into account the travel route followed by the person concerned and the date of the frontier crossing;

3.2 The actual entry or stay of a third-country national in the territory of the requested Contracting Party may be established on the basis of one or more of the following types of supporting evidence, which shall be evaluated on a case-by-case basis by the requested Contracting Party:

A document issued by the competent authorities of the requested Contracting Party indicating the identity of the person concerned, in particular a driver's licence, seaman's book, firearm permit, postal identification card or the like;

A document from register office records;

A residence permit or authorization which expired more than two years earlier;

A photocopy of one of the aforementioned documents;

Transport tickets;

Hotel bills;

A means of transport used by the person concerned which is registered in the territory of the requested Contracting Party;

A card for access to a public or private institution;

An appointment card for a doctor, a dentist or the like;

A currency-exchange receipt belonging to the person concerned;

Statements by government officials;

Consistent statements by the person concerned, which are sufficiently detailed and include objectively verifiable facts;

Depositions by witnesses attesting to the entry or stay in the territory of the requested Contracting Party which have been recorded by the competent authorities;

Verifiable data proving that the person concerned has used the services of a travel agency or a facilitator.

4. Conditions for the transmission of a request to authorize transit for expulsion or transit subsequent to a refusal of entry by the requesting contracting party

(article 11)

4.1 The request to authorize transit for expulsion or transit subsequent to a refusal of entry by the requesting Contracting Party submitted pursuant to article 10 of the Agreement shall include the following information:

Data regarding the identity and nationality of the person concerned;

The nature of the expulsion order in question;

The travel document held by the person concerned;

The date of travel, means of transport, time and place of arrival in the territory of the requested Contracting Party, time of departure from the territory of the requested Contracting Party, country and place of destination;

Data regarding the escorting officers (identity, status, travel tickets held).

4.2 The transit request shall be drawn up on a form which follows the model provided in attachment no. 3 to this annex. All entries must be completed, if necessary with the words "not applicable".

4.3 The request shall be transmitted at least forty-eight hours prior to the transit, by fax or telex, to the competent authorities of the Contracting Parties designated in section 6.2 of this annex.

4.4 The requested Contracting Party shall reply to the request as soon as possible and within 24 hours if feasible.

5. Airports and land border posts which may be used for the readmission and entry in transit of foreign nationals

(article 23)

5.1 In French territory:

5.1.1 Airports:

Paris - Charles-de-Gaulle;

Lyon - Satolas;

Toulouse - Blagnac;

Marseille - Provence;

Nice - Côte d'Azur.

5.1.2 By road:

Mont Blanc tunnel;

Modane (Fréjus tunnel);

Montgenèvre Pass (Clavière);

Larche Pass (Maddalena Pass);

Menton-Pont Saint-Louis (Ventimiglia highway).

5.1.3 By rail:

Modane (binational train station).

5.2 In Italian territory:

5.2.1 Airports:

Turin - Caselle;

Milan - Linate;

Milan - Malpensa;

Rome - Fiumicino.

5.2.2 By road:

Mont Blanc tunnel;

Bardonecchia (Fréjus tunnel);

Clavière (Montgenèvre Pass);

Maddalena Pass (Larche Passe);

Ventimiglia highway (Menton-Pont Saint-Louis).

5.2.3 By rail:

Binational train station at Ventimiglia.

6. Central and local authorities competent to deal with readmission or transit requests (article 23)

6.1 Authorities competent to deal with readmission requests

6.1.1 For the French Republic:

6.1.1.1 In general,

The local branches of the Central Bureau for the Control of Immigration and Prevention of the Employment of Illegal Aliens (DICCILEC) under the Directorate-General for the National Police of the Ministry of the Interior with responsibility for the binational train stations at Modane and Ventimiglia;

6.1.1.2 Specifically,

Owing in particular to their proximity to the place where the person to be readmitted has been detained and in accordance with procedures to be determined directly by the trans-border-control authorities of the Contracting Parties, the local branches of the Central Bureau for the Control of Immigration and Prevention of the Employment of Illegal Aliens with responsibility for the border posts situated in French territory listed in sections 5.1.2 and 5.1.3 of this annex.

6.1.2 For the Italian Republic:

6.1.2.1 In general,

The local branches of the Central Border Police Bureau of the Ministry of the Interior with responsibility for the binational train stations at Modane and Ventimiglia;

6.1.2.2 Specifically,

Owing above all to their proximity to the place where the person to be readmitted has been detained and in accordance with procedures to be determined directly by the transborder-control authorities of the Contracting Parties, the local branches of the National Police

with responsibility for the border posts situated in Italian territory listed in sections 5.2.2 and 5.2.3 of this annex.

6.2 Authorities competent to deal with transit requests

6.2.1 For the French Republic:

The Central Bureau for the Control of Immigration and Prevention of the Employment of Illegal Aliens.

6.2.2 For the Italian Republic:

The Central Border Police Bureau.

6.3 Authorities competent to deal with legal difficulties

6.3.1 For the French Republic:

The Legal Affairs and Citizens' Rights Bureau (DLPAJ) of the Ministry of the Interior, in collaboration with the Central Bureau for the Control of Immigration and Prevention of the Employment of Illegal Aliens (DICCILEC).

6.3.2 For the Italian Republic:

The Legal Studies and Legislation Office of the Central Bureau for General Affairs of the Ministry of the Interior, in collaboration with the Central Border Police Bureau.

7. Procedures for reimbursement of transport costs

(article 23)

7.1 All costs relating to the implementation of set provisions of the Agreement for which the requesting Contracting Party is responsible and the requested Contracting Party has advanced payment shall be reimbursed within thirty days of the receipt of the invoice.

7.2 The Contracting Parties shall endeavour to conduct transit under escort in the most rational and economical manner while at the same time ensuring adequate security as required.

8. Languages of communication

The competent authorities of the Contracting Parties shall use the official language of their State in the implementation of the Agreement and this annex.

9. Modification of the annex

The Contracting Parties shall inform each other, through the diplomatic channel, of any change in the designation of the border posts for readmission or transit.

The model forms contained in attachments 1, 2 and 3 may be modified by means of an exchange of notes.

ATTACHMENT NO. 1

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND
THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC ON THE READMISSION
OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION

Request to readmit a national of a contracting party

date of request: Time:

Requesting department:

Telephone: _____ Fax: _____

Receiving department:

Telephone: _____ Fax: _____

A- identity of the person to be readmitted

Surname First Name

ALIAS

Date of birth Place of birth

Nationality File No.

B - means of proving nationality or establishing a presumption of nationality

1. Documents proving nationality (1)

2. Supporting evidence for a presumption of nationality (1)

C - stay in the territory of the requesting party

Date of entry Length of stay

Date and place of

Detention

Condition for stay

residence without authorization -- issue of a residence authorization

Expulsion order

D - proposed readmission procedures

Date of transfer Time of transfer

Place of transfer

Means of transport, and train or flight No. if available

E - annexes

Number of documents

F - Acknowledgement of receipt of request

Date Time

Decision granted Agreed Denied

Name and grade of official Signature

G- Readmission procedures: Name

and grade of official

H- comments:

if request denied, provide explanation on separate sheet.

(1) attach copies of documents

Attachment no. 2

Agreement between the government of the french republic and the government of the
italian republic on the readmission of persons residing without authorization

Request to readmit a third-country national

date of request: Time:

Requesting department:

Telephone: _____ Fax: _____

Receiving department:

Telephone: _____ Fax: _____

A- identity of the person to be readmitted

Surname First Name

ALIAS

Date of birth Place of birth

Nationality File No.

B - Documents and visas

1. Documents (1)

(establishing travel, identity, nationality, residence)

2. Visas (1)

(date of issue, expiry, etc.)

3. Entry/exit stamps (1)

4. Other documents (1)

C - stay in the territory of the requesting party

Date of entry

Length of stay

Date and place of detention

Travel itinerary

Comments regarding the conditions for stay

D - documents regarding the stay in the territory of the requested party

E - proposed readmission procedures

Date of transfer

Time of transfer

Place of transfer

Means of transport and, if possible, train or flight No.

F - annexes

Number of documents

G - acknowledgement of receipt of the request

Date

Time

Decision

Granted denied

Name and grade of official

Signature

H - readmission procedures:

name and grade of official

I - comments:

if request denied, provide explanation on separate sheet.

(1) attach copies of documents

Attachment No. 3

Agreement between the government of the french republic and the government of the
italian republic on the readmission of persons residing without authorization

Request for a transit authorization for the expulsion of one or more foreign nationals

Requesting authority

Telephone: fax:

Request no. /97 date:

Means of transport

Air rail road

Date, time and place of arrival in the territory of the transit country

On: at:

Airport: flight No: airline:

Train station: train No.:

Border post: licence No. of vehicle: type of vehicle:

Date, time and place of departure from transit country

Date: Place:

airport: Flight no.: airline:

port: Name of ship: shipping line:

Final destination:

Transit authorization request no. [year (last 2 digits)]

Identity of foreign national(s) expelled

Surname First name Date and place nature travel of birth Nature of expulsion
document of travel

Escort yes no
(compulsory if transit is by land)

Escort information:

Surname name status travel document

Any additional comments

Decision by requested party

Authorization for transit through the territory of the requested party	Yes	Non
Escort provided by requested party only	Yes	Non
Escort provided by requesting party only	Yes	Non
Joint escort	Yes	Non

Signature of authority

**UNITED
NATIONS**

**TREATY
SERIES**

**Volume
2337**

2005

**L Nos.
41884-41898**

**RECUEIL
DES
TRAITÉS**

**NATIONS
UNIES**

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من الكتاب ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة . مس. البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

ISBN 978-92-1-900323-1



9 789219 003231

Printed in U.S.A.

07-61330—December 2007—1,150

ISSN 0379-8267